



## FRANCE

# Les proviseurs contre le retour des maths pour tous au lycée à la rentrée

Dès septembre, les mathématiques vont refaire partie des matières enseignées dans le tronc commun, a annoncé Jean-Michel Blanquer.

Marie-Christine Corbier  
@mccorbier

C'est l'un des tout premiers sujets qui attend le prochain ministre de l'Éducation nationale, après s'être invité dans la campagne présidentielle : le retour des mathématiques pour tous au lycée. Emmanuel Macron l'a promis. Un rapport commandé par le ministre de l'Éducation nationale l'avait aussi proposé.

Jean-Michel Blanquer n'avait jusqu'ici rien annoncé, laissant la décision à son successeur. Mais, la semaine dernière, sur RTL, il a affirmé que le retour de cette heure et demie de mathématiques dans le tronc commun des enseignements de première se ferait dès septembre prochain. Pour le mettre en œuvre, le ministère estime qu'il lui faudra l'équivalent de 350 postes d'enseignants de plus à temps plein.

Pour les proviseurs, qui n'ont aucune information officielle sur l'organisation ni sur le programme de cette heure et demie supplémentaire, c'est « un non-sens absolu ».

« Il est beaucoup trop tard pour le mettre en œuvre », a estimé mardi Bruno Bobkiewicz, à la tête du principal syndicat, le SNPDEN. Sur le principe, les proviseurs y sont favorables. Sur le plan technique, ils affirment aussi pouvoir adapter l'organisation des établissements. Mais « cela ne peut pas se faire maintenant, car on ne peut pas donner des informations fiables aux élèves et aux familles, et c'est ça le plus grave », poursuit Bruno Bobkiewicz, alors que les lycéens de seconde doivent se prononcer début juin sur leurs choix de spécialité.

Savoir si les mathématiques seront ou non dans le tronc com-

mun à la rentrée prochaine, quelles portes cela ouvrira – ou pas – vers l'enseignement supérieur sont autant d'éléments majeurs avant de choisir. « Aucune décision ne doit être prise pour 2022, il faut patienter et faire cela intelligemment pour 2023. Il faut que le bon sens l'emporte sur tout », plaide le chef d'établissement.

Autre problème avec les mathématiques, c'est celui du recrutement. Pour le concours du CAPES, cette année, seuls 817 candidats sont admissibles, pour 1.035 postes ouverts, selon le site Publinet qui recense les résultats. Contre 1.706 admissibles pour 1.167 postes ouverts et 1.067 admis en 2021 – soit 100 postes non pourvus.

### L'inquiétude des chefs d'établissement

« On peut rassurer tout le monde : les élèves auront bien des professeurs devant eux à la rentrée, y compris en mathématiques », affirme le numéro deux du ministère, Edouard Geffray, qui évoque un simple « artefact » technique lié à la réforme du concours. « Il n'y aura pas de déficit de profs à la rentrée. »

Le directeur général des ressources humaines du ministère, Vincent Soetemont, explique aussi la baisse du nombre de candidats par la réforme de la formation : « L'an dernier, le concours se passait en master 1 (M1). Les étudiants qui sont aujourd'hui en M2 ayant déjà passé le concours en M1, le vivier est forcément beaucoup moins important que les années précédentes. Cette baisse mécanique avait été anticipée. »

Edouard Geffray se veut rassurant : « On a recréé une population de fonctionnaires en mathématiques

ces dernières années, et on avait anticipé les besoins actuels. Les marges recrées et les mesures prises permettent d'aborder sereinement la rentrée et de faire face aux objectifs du président de la République sur cette rentrée, dans cette discipline. »

Les proviseurs, eux, « s'inquiètent ». « On veut bien les croire, reprend Bruno Bobkiewicz, mais cela ne suffit pas, il faut le constater sur le terrain », en évoquant « les difficultés de recrutement de remplaçants qu'on a connues toute l'année ». « On se dit que cela va être encore plus grave à la rentrée 2022. »

Quant aux « marges » évoquées par le ministère, il reste dubitatif : « Il y aurait une masse cachée de professeurs de mathématiques, un surplus d'enseignants qui seraient injectés dans les établissements, tant mieux, mais nous ne savons pas de quoi on parle... » Pour ce syndicat de chefs d'établissement très représentatif – un sur deux est adhérent –, le recrutement « va être une problématique majeure ». « On est forcément inquiets sur notre capacité à avoir un enseignant devant chaque élève au 1<sup>er</sup> septembre », insiste le SNPDEN, à l'inverse du ministère. ■

